

# CLASSES EN LUTTE...



n°101-avril 2009

*Pour une révolution sociale, éducative et pédagogique*

## Après le 19 mars, soyons responsables : construisons la grève reconductible !

Jeudi 19 mars la mobilisation a été à la hauteur de ce qui était annoncé avec plus de trois millions de manifestants à « battre le pavé ». Et maintenant ?

Le gouvernement a joué le couplet convenu de la majorité silencieuse qui ne manifeste pas (qui osera dire le nombre réel de grévistes), et dans le même temps érige en « principe » la défense du bouclier fiscal et de la loi sur les heures supplémentaires.

Et pendant ce temps-là que font les directions de l'inter-syndicale CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA? Ils se réunissent pour annoncer... qu'ils vont se revoir le 30 mars, dix jours après la mobilisation.

Avec comme seule proposition acquise pour l'instant : le principe d'un 1er Mai revendicatif et unitaire et le soutien des mobilisations locales ou régionales dans les bassins d'emploi en difficulté. Et peut-être, dans un sursaut de radicalité, une manifestation un samedi d'ici-là...

Quelle capitulation !

Donner rendez-vous pour une nouvelle mobilisation dans un mois et demi, un jour férié et de surcroît le 1er Mai, sans doute le seul jour où des défilés sont garantis, est une vaste blague. Se « moquer du monde » serait un doux euphémisme. Faire du 1er mai un « 1er mai offensif » dans une stratégie globale défaitiste et attentiste ? C'est quoi être « offensif » quand on court à sa perte ? Y courir encore plus vite ?

Nous n'avons pas le temps d'attendre. Car pendant que ces directions lointaines discutaillent sur des temps forts d'un jour sans effet sinon de perdre une journée de salaire et de décourager les salariés de recommencer, les travailleurs sont en lutte pour leur emploi, pour leur survie. De Continental à la Fnac, de Total à Faurecia, de Bosch à Sony, de La Redoute à Amora, et de bien d'autres encore, les chiffres de suppressions d'emplois gonflent chaque jour... À coup de 90 000 chômeurs de plus par mois, alors que la convention



d'assurance chômage a été revue à la baisse... Et tout cela sans compter les milliers de salariés au chômage partiel, la détérioration des conditions de travail sous la pression à la rentabilité, ni la destruction organisée des services publics entre RGPP, privatisation, plan HPST et non renouvellement des départs en retraite.

Pourtant les travailleurs du public comme du privé ne se laissent pas faire. De coordinations de lutte dans l'éducation (de la maternelle à l'université) aux explosions de rage chez Continental ou Sony et il y a peu les grèves générales de plus d'un mois dans les Antilles, les travailleurs luttent pour leur survie et leur dignité, dans l'unité d'action syndicale à la base et les assemblées générales.

La CNT refuse d'accompagner les directions syndicales dans cet isolement programmé

des luttes en cours, le refus de prendre ses responsabilités, bref à notre sens le sabotage du navire syndical. Nous n'obtiendrons rien de grèves ou de manifestations de témoignage. Une « journée » tous les deux mois n'aura aucun effet, ne créera pas le rapport de force avec le patronat ou le gouvernement, dont nous avons besoin.

Seule une grève interprofessionnelle reconductible, non sur une « journée », mais reconduite par les travailleurs en des assemblées générales souveraines, dans l'unité d'action à la base, pourra nous permettre de faire valoir nos droits et de satisfaire nos revendications.

Retrouver le chemin des victoires, punir le mépris du gouvernement et du patronat, redistribuer les richesses confisquées par quelques-uns, voilà notre but, imposons-le !

## Le 2 avril, une journée d'actions de la maternelle à l'université !

L'assemblée générale nationale Ecole en danger, qui s'est tenue le 14 mars 2009 à MONTPELLIER a rassemblé des représentants de collectifs de salariés de l'éducation et de parents de 31 départements en lutte.

La coordination nationale Ecole en danger réaffirme sa volonté de mobilisation pour la défense et la promotion d'un service public d'éducation de qualité. Ceci passe par le retrait de

toutes les réformes qui menacent le service public d'éducation de la maternelle à l'université.

Nous appelons à :

Un mouvement revendicatif d'ampleur passant par la grève, le blocage, la désobéissance, l'occupation et qui ne cessera qu'au retrait des mesures Darcos.

Se coordonner dans l'action et les luttes à l'échelle locale par la création de collectifs et de coordinations départementales et, à l'échelle nationale, par le choix de mandats chargés pour chaque département de faire le lien avec la coordination nationale (y compris pour recenser les sanctions).

Organiser le jeudi 2 avril une « journée nationale de résistance de la maternelle à l'université et de refus de la précarité dans l'éducation » dans et hors de tous les établissements scolaires : écoles, collèges, lycées, universités...

Mener des actions régulières dans les établissements scolaires le mardi.

<http://www.agnationale.org>

La CNT-FTE est un syndicat indépendant qui fonctionne sans subvention, uniquement avec les cotisations des adhérents. La CNT-FTE tourne en autogestion, tout est décidé en assemblées générales dans chaque syndicat, les mandats sont tournants et révocables à tout moment, il n'y a pas de permanents et tout travail est bénévole. Chaque syndicat appartient à une fédération. Nous appartenons à la fédération des travailleurs-ses de l'éducation. L'ensemble des fédérations forme la confédération. UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. DE COMBAT ! Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation. AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqués eux-mêmes. SOLIDAIRE ! Parce que les hiérarchies s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée. ANTICAPITALISTE ! Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons alors les orienter pour le bien de toute la collectivité. C'est pourquoi le syndicalisme doit être porteur d'un projet de changement... un projet révolutionnaire.

## Mouvement dans la recherche : la question des contenus...

La mobilisation dans les universités prend de l'ampleur. La CNT-FTE salue et soutient toutes les formes d'auto-organisation de la lutte, au-delà des catégories et des revendications corporatistes. Au même titre que les questions des statuts des travailleurs (chercheurs, enseignants, étudiants) de l'Université, de son organisation et de la gestion de ses laboratoires, la CNT-FTE appelle à mettre aussi en débat les contenus et les orientations de la recherche.

A quoi travaillons-nous ? Dans les technologies, par exemple : nucléaire, OGM, nanotechnologies... quels choix ? quelles perspectives ? pour quels besoins ? pour quelles répartitions ?

La CNT-FTE entend soutenir et développer ce questionnement dans le milieu de la recherche : l'en-soi de l'innovation n'existe pas, le bien-fondé de ses inventions et de ses découvertes, non plus.

Il nous paraît important et toujours aussi urgent de s'organiser pour enrayer la destruction de nos conditions de vie par la société capitaliste et

industrielle qui a si bien mis la recherche et l'innovation technologique au pas et à son compte. Notre horizon se résumera-t-il au bricolage sélectif d'êtres humains et de leur environnement pour les adapter à un monde si empoisonné qu'il en sera devenu invivable pour la majorité ?

Pour nous, le capitalisme est un eugénisme biologique, économique et social. Et ses crises sont le terreau du fascisme et du totalitarisme.

Qui décide des programmes, de leurs applications et de leurs débouchés ?

Le mouvement universitaire actuel s'inscrit comme une occasion de s'opposer collectivement au pillage du bien commun par la propriété capitaliste (dont font partie les savoirs, leurs transmissions ; la recherche, ses orientations, ses applications).

Les réformes en cours des universités ne manquent pas d'inscrire ce pillage dans un détournement et une appropriation que nous dénonçons et que nous combattons, avec celles et ceux qui luttent.

## A l'école de la désobéissance



Avec plus de 2500 « désobéisseurs » déclarés, le mouvement contre les réformes Darcos, notamment l'aide personnalisée, la disparition des Rased, la modulation du temps de classe suivant les capacités des élèves, les nouveaux programmes, le fichier Base Elèves, les évaluations nationales ou encore le Service Minimum d'Accueil (SMA), franchit un seuil que les sanctions déjà mises en œuvre ne semblent enrayer.

La Fédération des Travailleurs de l'Éducation soutient ces initiatives et compte nombre de ses militant(e)s engagé(e)s dans cette « résistance ».

Il est désormais impossible pour le ministère d'ignorer ce mouvement.

La CNT-FTE appelle l'ensemble des collègues à élargir cette résistance qui montre déjà sa capacité à s'auto-organiser et à lutter, précisément là où certains syndicats semblent avoir renoncé.

Elle réaffirme que l'action collective doit aussi prendre en charge la question de la répression, désormais placée au centre du bras de fer avec le ministère, notamment par le biais de caisses de solidarité locales et régionales, comme celle qui existe déjà au niveau national.

A cette occasion, la CNT-FTE et ses syndicats réitèrent l'urgence pour les enseignants des écoles primaires de rejoindre dans la grève reconductible les salariés et étudiants des Universités, comme l'a rappelé la coordination parents-salariés de l'EN réunie pour sa troisième Assemblée Générale à Montpellier.

## Appareils syndicaux contre la lutte ?

Dans l'Éducation Nationale, nous connaissons un mouvement sans précédent autant par sa force (plus de 80% de grévistes dans le primaire le 20 novembre) que par ses formes d'actions (nuits des écoles, écoles occupées par des parents, banderoles, multiplications de collectifs locaux, lettres de désobéissance...). Non seulement nous savions

qu'un tel mouvement ne pouvait être impulsé par les appareils syndicaux (les bureaucrates nationaux étant bien loin des réalités de terrain, plus habitués qu'ils sont aux salons du ministre qu'aux AG dans une école), mais en plus ceux-ci agissent clairement contre la volonté des personnels et des parents de conserver un véritable service public d'éducation. En effet depuis le 20 novembre, il n'y a eu aucune journée de grève nationale dans l'Éducation qui aurait dû permettre la mise en lumière de l'importance du mouvement. La FSU se cache derrière l'interprofessionnel sur lequel elle n'a que peu de prise pour justifier cet

abandon.

Nous connaissons la méfiance des « chefs syndicaux » pour les collectifs locaux, alors lorsque se présente la volonté de faire émerger un organe démocratique au niveau national (AG nationale), les appareils nationaux mettent tout en œuvre pour en briser l'action. L'exemple est sous nos yeux : la FSU, avait connaissance depuis le 24 janvier que l'AG nationale appelait à se mobiliser le 10 mars, cependant rejointe par les collectifs du Supérieur, la FSU, (sous couvert de convergence avec l'Université dont les personnels sont en grève reconductible!) n'appelle pas à cette date, mais au 11 mars, un mercredi...

Face à cela, les syndiqués de base de la FSU et des autres syndicats sont désarçonnés. Notre meilleure réponse sera toujours de poursuivre un travail commun dans les collectifs locaux avec tous les personnels, syndiqués ou non, pour faire vivre une vraie démocratie directe et donc un espoir de victoire.



## La CAF ou comment Construire l'Autogestion Fédérale\*

Échanger expériences et analyses pour mieux se coordonner dans les luttes du secteur de l'éducation, se doter de nouveaux outils de mobilisation, voilà l'objectif des rencontres de la Fédération des Travailleurs de l'Éducation qui se tiennent tous les six mois. Et cette fois-ci, c'était au tour des camarades du syndicat de Grenoble d'accueillir les délégations durant trois jours (26, 27 et 28 mars).

Le programme était ambitieux puisqu'il s'agissait de mieux cerner un contexte général où se mêlent espoirs (convergences parents / personnels, mouvements de désobéissance, luttes dans les universités...) et inquiétudes (blocages syndicaux, perte de confiance dans les formes d'actions collectives, répression...) en préparant les futures échéances (coordination nationale « de la maternelle à l'université », mobilisations internationales...).

Ces débats d'actualité furent - comme c'est la « tradition » - encadrés par une journée « pédagogique » (quelle écriture collective au service des luttes ?) et un temps de formation juridique (la question de la représentativité dans notre secteur). La cohérence entre ces différents moments restant bien de produire divers documents fédéraux et de lancer ou d'approfondir les campagnes de mobilisation.

Mais se rencontrer, c'est aussi l'occasion d'expérimenter en vraie et sur quelques heures les exigences de la démocratie directe, de renforcer les liens de solidarité entre nous et de répondre aux défis d'un fonctionnement autogestionnaire et à ses inévitables « ratés ». Pour y parvenir, il faut se voir, se parler, se référer aux principes de base d'un syndicalisme qui prône l'émancipation individuelle et collective par l'auto-organisation des exploités. Là encore, c'est loin d'être évident, et les participants ont ressenti le besoin de coucher sur le papier l'ébauche d'une charte de solidarité fédérale articulée autour des fondamentaux de l'engagement syndical.

Paradoxe une fois de plus vérifié, l'épuisement physique au terme de ces trois jours, décuple notre motivation et l'énergie nécessaire au travail militant quotidien.

Se connaître, travailler et débattre ensemble autour de projets communs, le secret, peut-être, pour construire un outil syndical utile et efficace.

\* Les « CAF » - commissions administratives fédérales sont les rencontres statutaires qui se tiennent entre deux congrès fédéraux.

